

Table des matières

Table des abréviations.....	3
Introduction générale.....	6
1^{ère} partie - Les carences et l'éclatement de la lutte anti-blanchiment.....	39
Titre 1 - Une mobilisation internationale difficile.....	43
Chapitre 1 - Un dispositif normatif illisible.....	46
Section 1 - Les outils « universels » et inter-régionaux.....	46
Paragraphe 1 - L'apport des Nations Unies.....	47
A - La Convention de Vienne de 1988.....	48
B - La Convention de Palerme de 2000.....	51
C - Le Programme mondial de lutte contre le blanchiment d'argent.....	57
Paragraphe 2 - L'intervention du GAFI.....	61
A - Les 40 Recommandations.....	62
B - La méthodologie d'évaluation et les rapports d'études.....	68
Section 2 - L'œuvre de l'Union européenne.....	78
Paragraphe 1 - La mobilisation du Conseil de l'Europe	79
A - Les diverses conventions européennes	80
B - Le traité de Maastricht.....	86
Paragraphe 2 - La 3 ^{ème} Directive anti-blanchiment.....	91
A - Le cadre réglementaire renforcé.....	92
B - Les difficultés de mise en œuvre pratique de la 3 ^{ème} directive anti-blanchiment	96

Chapitre 2 - La généralisation et la banalisation du blanchiment.....	105
Section 1 - Un contexte général favorable au recyclage de l'argent sale.....	105
Paragraphe 1 - Les facteurs d'inefficacité de la réglementation anti-blanchiment.....	106
A - L'opacité des circuits financiers dans les paradis fiscaux.....	106
B - Le blanchiment accepté par certains pays.....	110
Paragraphe 2 - La mise en danger du système financier mondial	113
A - La transformation de la sphère financière et ses zones d'ombre.....	113
B - L'intégration du blanchiment au système économique et financier global.....	117
Section 2 - Les obstacles à la lutte anti-blanchiment.....	119
Paragraphe 1 - Les difficultés de mise en application et de suivi des textes internationaux	119
A - L'application tardive ou incomplète des textes internationaux.....	120
B - Le mécanisme de suivi inefficace.....	122
Paragraphe 2 - L'alliance nuisible entre fraude, corruption et blanchiment.....	124
A - Le développement des activités criminelles par des avoirs détournés ou blanchis	126
B - Des évolutions encourageantes mais insuffisantes.....	129
 Titre 2 - Des engagements politiques défaillants.....	 138
Chapitre 1 - Le cadre normatif français : son degré d'efficacité et ses difficultés de mise œuvre.....	139
Section 1 - Les différentes normes françaises liées au blanchiment.....	140
Paragraphe 1 - L'ordonnance de transposition du 30/01/2009	141
A - Les nouvelles obligations de vigilance à l'égard de la clientèle et l'adaptation de cette vigilance au degré de risque	142

B - L'extension du champ de la déclaration de soupçon.....	155
C - La formalisation de la communication d'informations.....	164
Paragraphe 2 - Les différents décrets.....	167
A - Le décret du 16/07/2009 (pris pour application de l'article L. 561-15-II du Code monétaire et financier).....	168
B - Le décret du 18 janvier 2010 (création du Conseil d'orientation de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme).....	171
C - Le décret du 02/03/2010 (création du registre national des fiducies)	172
Paragraphe 3 - Les règles procédurales dérogatoires	174
A - Le choix du législateur : l'énumération à droit constant.....	175
B - L'instauration d'un régime dérogatoire au droit commun	178
Section 2 - Le niveau de conformité de la France.....	185
Paragraphe 1 - La situation quant à l'application de la 3ème Directive anti-blanchiment	186
A - L'intervention de la Commission européenne.....	186
B - Les principales conclusions de la troisième évaluation mutuelle de la France par le GAFI.....	188
Paragraphe 2 - La situation générale au regard du blanchiment de capitaux	194
A - Les applications complexes.....	194
B - Les pratiques des blanchisseurs et les recommandations face aux lacunes françaises	202
Section 3 - Les applications nationales : une difficile combinaison entre efficacité et réalités du terrain.....	223
Paragraphe 1 - L'exemple des établissements financiers.....	223
A - Les banques.....	224

B - Les cabinets comptable ou d'expertise comptable.....	228
Paragraphe 2 - L'exemple des établissements non financiers.....	232
A - Les cabinets d'avocats.....	232
B - Les Études notariales.....	238
Chapitre 2 - Les particularités et différences entre législations nationales.....	246
Section 1 - Les spécificités en matière de répression.....	246
Paragraphe 1 - Des sanctions différentes.....	247
A - Les sanctions pénales.....	247
B - Les sanctions patrimoniales.....	251
Paragraphe 2 - Le bilan mitigé.....	256
A - L'amélioration de la lutte anti-blanchiment dans certains pays.....	256
B - L'insuffisance marquée des résultats.....	258
Section 2 - Les modalités du secret professionnel et bancaire.....	261
Paragraphe 1 - La non abolition du secret professionnel.....	261
A - Les applications françaises.....	262
1 - Les règles générales.....	262
2 - Le régime dérogatoire applicable aux professions juridiques.....	264
B - Les spécificités et conditions d'application.....	270
1 - La levée de tous les secrets professionnels dès le démarrage de l'enquête chez TRACFIN.....	270
2 - Le nécessaire équilibre entre les lois sur le secret professionnel et les Recommandations du GAFI.....	273
Paragraphe 2 - Les caractéristiques du secret bancaire.....	278

A - Le secret bancaire en France.....	278
B - Le secret bancaire à l'étranger.....	281
2^{ème} partie - Les préconisations pour une efficacité renforcée de la lutte anti-blanchiment....	291
Titre 1 - Les actions à mettre en œuvre aux échelons national et européen.....	294
Chapitre 1 - Le développement et la distribution d'outils de lutte anti-blanchiment....	295
Section 1 - La sensibilisation, l'accompagnement et la formation.....	295
Paragraphe 1 - Les modalités d'accompagnement aux évolutions.....	296
A - La nécessité de services internes et externes efficaces.....	297
B - Le développement de la formation.....	300
Paragraphe 2 - L'intervention de TRACFIN.....	306
A - Le nécessaire développement des actions de TRACFIN au sein de l'Union européenne et sur le plan international.....	307
B - L'amélioration du rôle de TRACFIN et de ses partenariats sur le plan national	310
Section 2 - La détection d'opérations de financement et de transactions suspectes.....	321
Paragraphe 1 - L'utile recours aux programmes informatiques de gestion des comportements et activités suspects.....	322
A - Les procédures de mise en conformité « Anti-Money Laundering ».....	322
B - Les applications pratiques.....	324
Paragraphe 2 - L'efficacité des différents programmes existants.....	327
A - Leur objectif.....	327
B - L'intervention d'un leader français du marché des progiciels bancaires.....	333

Chapitre 2 - Les institutions existantes à améliorer et celles à créer.....	337
Section 1 - Les éléments de l'Europe policière et judiciaire.....	338
Paragraphe 1 - Les outils de coopération pénale.....	339
A - EUROPOL et EUROJUST	340
B - Le mandat d'arrêt européen.....	349
Paragraphe 2 - L'analyse des difficultés de coopération.....	353
A - Les obstacles à une coopération efficace.....	353
B - L'absence d'harmonisation réelle dans le domaine pénal.....	359
C – L'origine des insuffisances.....	360
Section 2 - Les institutions à créer.....	363
Paragraphe 1 - Le parquet européen.....	363
A - Un sujet encore débattu.....	363
B - La nécessaire existence d'un parquet européen	369
Paragraphe 2 - L'Agence européenne anti-blanchiment.....	375
A - Les raisons de sa mise en place.....	375
B - Les conditions de sa création et ses missions.....	377
 Titre 2 - Le cadre de référence pour une incrimination internationale du blanchiment....	381
 Chapitre 1 - L'amélioration de la coopération internationale	382
Section 1 - Les principes généraux et conditions préalables.....	382
Paragraphe 1 - La nécessaire mise en œuvre de dispositifs efficaces.....	383
A - L'existence d'autorités de surveillance liées à une CRF dotée de moyens d'actions	383
B - L'existence de services de police efficaces.....	386

Paragraphe 2 - Le respect des normes internationales.....	388
A - La ratification et la mise en œuvre des conventions internationales.....	388
B - La mise en conformité avec les Recommandations du GAFI et d'autres normes internationales spécifiques au secteur financier.....	394
Section 2 - Les moyens de combattre des infractions à caractère transfrontalier.....	396
Paragraphe 1 - Une coopération internationale diversifiée.....	397
A - La coopération internationale entre CRF.....	397
B - La coopération internationale entre autorités de surveillance du secteur financier	401
C - La coopération internationale entre autorités judiciaires et autorités chargées des poursuites pénales.....	404
Paragraphe 2 - La prise en compte de la spécificité des infractions à caractère fiscal....	408
A - La nécessaire harmonisation du caractère d'infraction pénale de certaines infractions fiscales.....	408
B - L'application de la double incrimination au niveau des États.....	421
 Chapitre 2 - Les actions nécessaires à la proposition d'une définition juridique du blanchiment à valeur universelle	 429
Section 1 - La création d'un organisme de contrôle international ayant des compétences multidisciplinaires.....	429
Paragraphe 1 - Les missions et objectifs visés.....	430
A - L'harmonisation des législations nationales.....	431
B - L'harmonisation et l'application effective des textes internationaux.....	433
Paragraphe 2 - La fin du pluralisme des mécanismes de contrôle.....	440
A - La prise en compte du caractère intergouvernemental de la lutte anti-blanchiment	440

B - L'utilité d'un statut juridique pour veiller à l'application de règles issues du consensus entre le G8, le GAFI, et l'UE, Le FMI, l'ONU et la Banque Mondiale...	444
Section 2 - L'utile recours à des « gendarmes internationaux » compétents en matière de blanchiment d'argent	451
Paragraphe 1 - L'analyse de la situation actuelle et des obstacles à surmonter.....	452
A - La nécessaire extension des compétences de la Cour internationale de justice et de la Cour pénale internationale.....	453
B - Le problème du principe de subsidiarité.....	460
Paragraphe 2 – Les conditions d'un volet préventif et répressif du blanchiment.....	465
A - L'amélioration de la coopération policière et judiciaire.....	465
B - La protection des échanges financiers mondiaux de toute infiltration par l'économie du crime.....	468
Conclusion générale.....	472
Index.....	495
Bibliographie.....	499
Annexes.....	543